



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est réuni dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D1

ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE

Harnes - PA de la Motte du Bois - signature d'une convention tripartite avec RTE et GALLOO France pour le rehaussement de la ligne 225kV Avelin Courrières entre les supports 706 et 707

La CALL, propriétaire des parcelles AR 621 et AR 725 à Harnes, a conclu en date du 23/03/2022 pour une durée de 15 ans avec la société GALLOO France un bail de location en vue de la construction et de l'exploitation d'une unité de recyclage de déchets d'activités économiques.

Pour les besoins du projet de construction, la société GALLOO France souhaite implanter une station d'épuration des eaux usées (STEP) sur la parcelle AR 621. Cette STEP se situera sous la ligne HTA 225kV Avelin-Courrières.

Ces travaux s'avérant incompatibles avec l'implantation actuelle de la ligne HTA, il est nécessaire de procéder à des études pour déterminer la nature des travaux de mise en compatibilité et leur coût.

A cet effet, la CALL et la société GALLOO France ont missionné le gestionnaire du réseau public de transport d'électricité, RTE afin, en premier lieu, d'étudier la faisabilité, la consistance ainsi que les coûts et délais de réalisation des Travaux de Mise en Compatibilité, et en second lieu, de réaliser ces Travaux de Mise en Compatibilité.

Ces travaux consistent à implanter un nouveau pylône isolant sur la parcelle n°621 située sur la commune de Harnes, dans l'axe de la ligne 225 kV Avelin - Courrières, afin de rehausser les câbles et permettre l'installation et le fonctionnement de la STEP à réaliser par la société GALLOO France.

Les dispositions de l'article L. 323-6 du code de l'énergie s'appliquent au Projet présenté par la CALL et la société GALLOO France.

Dès lors le coût des études et des travaux de mise en compatibilité est à la charge de RTE.

Dans le cas d'un retard dans la réalisation du projet, ou de l'arrêt du projet par la société GALLOO France, pour quelque motif que ce soit, il est expressément convenu que le remboursement des sommes engagées par RTE sera à la charge exclusive de la société GALLOO France.

La présente « convention d'Etudes et Travaux pour le rehaussement de la ligne 225kV Avelin Courrières entre les supports 706 et 707 » encadre les conditions de réalisation de ces études et travaux entre les parties concernées : la CALL, propriétaire du terrain, la société GALLOO France, locataire de la CALL et maître d'ouvrage du projet d'unité de recyclage de déchets d'activités économiques et RTE, gestionnaire du réseau public de transport d'électricité.

A l'issue des études et préalablement aux travaux de mise en compatibilité de la ligne, une convention de servitudes sera conclue entre RTE et la CALL garantissant l'intangibilité de l'ouvrage la ligne 225kV Avelin-Courrières pour le nouveau support et ses portées adjacentes, sur la parcelle AR 621 à Harnes.

A reçu un avis favorable en Commission chargée de l'Attractivité du Territoire du 26/11/2025

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

Autorise le Président à signer la convention d'Etudes et Travaux pour le rehaussement de la ligne 225kV Avelin Courrières entre les supports 706 et 707 avec RTE et la société GALLOO France.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est rassemblé dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D2

ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE

CPA Pôle d'Excellence Sportif Angres Liévin Givenchy-en-Gohelle - Territoires Soixante-Deux : Autorisation de cession à la ville de Liévin

Par délibération en date du 15 octobre 2004, les élus de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin ont décidé de confier à la SEM Adévia (aujourd'hui la SAEM Territoires Soixante-Deux) la réalisation de l'opération d'aménagement du Pôle d'Excellence Sportif sur le territoire des villes de Liévin et d'Angres.

Le Pôle d'Excellence Sportif a été renommé Vivalley Campus. Par avenant n°5, le terme de la concession d'aménagement a été fixé au 31 décembre 2025.

Le contrat de concession précise que les biens de retour et de reprise de l'opération sont remis à la collectivité concédante, ici l'EPCI.

Toutefois, ces biens de retour et de reprise peuvent être remis à des tiers, sous réserve que la délibération actant ce principe soit prise avant le terme du contrat de concession. Certains biens de retour, constituant des ouvrages, sont entretenus par la ville de Liévin, et ne relèvent pas de la compétence de la CALL.

Afin de mettre en cohérence la propriété foncière et son mode de gestion, il est proposé que la SAEM cède les ouvrages à leur gestionnaire actuel, et non à l'EPCI qui n'exerce pas la compétence voirie en dehors des zones d'activités.

Il s'agit des parcelles :

- AE728 à Angres pour 562 m², constituant une partie du Parc de Rollencourt,
- BV105 à Liévin pour 135 m², constituant une partie du chemin du Marquage.

S'agissant de biens de retour, ils seront transférés à titre gratuit, conformément à l'estimation de domaines.

A reçu un avis favorable en Commission chargée de l'Attractivité du Territoire du 26/11/2025

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

Autorise la SAEM Territoires Soixante-Deux à céder les parcelles AE 728 à Angres et BV 105 à Liévin à la ville de Liévin.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est réuni dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D3

ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE

Wingles - Parc d'activités des Ateliers Centraux - Cession d'un terrain au profit de la SARL LHERBIER

Créée en 2017, la SARL LHERBIER est une société spécialisée dans la location de matériel de travaux publics et le recyclage de produits issus de chantiers pour une clientèle de proximité constituée à la fois de professionnels du BTP, de particuliers et de collectivités territoriales.

L'entreprise est implantée à l'entrée du parc d'activités des Ateliers Centraux, commune de Vendin-le-Vieil, depuis 2020.

Monsieur Fabien LHERBIER, dirigeant de l'entreprise, sollicite l'acquisition d'un terrain voisin d'environ 4 250 m², situé au sein du même parc d'activités sur la commune de Wingles. En effet, il souhaite poursuivre le développement de ses activités.

A l'étroit sur sa propriété, le foncier convoité lui permettrait d'optimiser l'organisation de son activité et de stocker du matériel supplémentaire (bennes et engins TP).

A noter que l'établissement communautaire a sollicité auprès du chef d'entreprise la réalisation d'un merlon paysager afin de limiter l'impact visuel du projet depuis l'entrée du parc d'activités et la rue de l'Electrolyse. Monsieur LHERBIER s'est également engagé à ne pas créer de nouvel accès à ses installations depuis la rue de l'Electrolyse.

L'entreprise compte aujourd'hui 12 salariés. Le projet s'accompagnerait de la création de quelques emplois.

Le foncier est concerné par le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) de la société voisine Styrolution France. Ainsi le projet devra être déployé conformément aux documents régissant le PPRT et au PLU de la commune.

Le terrain serait cédé au prix de 25 € HT/m², conformément à la grille tarifaire du foncier à vocation économique validée par le Conseil Communautaire du 22 juin 2023 ainsi qu'à l'avis de la Direction Départementale des Finances Publiques.

Tous les frais (géomètre, notaire, TVA le cas échéant...) liés à cette transaction seraient supportés par l'acquéreur.

Vu l'avis de la Direction Départementale des Finances Publiques référencé 2025-62895-60329 en date du 8 septembre 2025,

Vu l'avis favorable de Monsieur le Maire de Wingles en date du 3 décembre 2025,

A reçu un avis favorable en Commission chargée de l'Attractivité du Territoire du 26/11/2025

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

Autorise le Président ou toute personne déléguée, à signer avec la SARL LHERBIER – rue de l'Electrolyse à Vendin-le-Vieil (62880) - ou toute autre personne physique ou morale s'y substituant, une promesse synallagmatique de vente et d'achat, puis l'acte de cession relatifs à un terrain d'une superficie de 4 250 m² environ, référencé section AI n°143p au cadastre de la commune de Wingles, ainsi que tous les actes subséquents.

La transaction sera conclue moyennant le prix de 25 € HT/m², tous frais (géomètre, notaire, TVA le cas échéant, ...) à la charge de l'acquéreur.

Le transfert de propriété devra être intervenu dans les 36 mois à compter de la présente délibération. Au-delà, l'accord relatif à cette cession sera caduc.

Le montant de la recette sera versé au budget « action économique ».

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est rassemblé dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D4

ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE

Harnes : Acquisition d'un ensemble immobilier au 17 route de Lille

Depuis plusieurs années, la CALL envisage de requalifier le site de Noroxo afin de lui conférer à nouveau une vocation économique.

Ce projet de long terme a commencé en 2009 par la signature d'une convention de portage avec l'Etablissement Public Foncier intitulée « abords de Noroxo ». A ce titre, un certain nombre de biens ont été acquis et démolis, avant revente à l'EPCI en 2022.

En septembre 2025, la CALL a également acquis la friche Noroxo auprès de son propriétaire EXXON, après plusieurs années de négociations.

L'établissement intercommunal a aujourd'hui la possibilité d'acquérir, par voie amiable, le bien sis 17 route de Lille à Harnes (parcelles cadastrées section AK n^{os} 25 et 388).

L'ensemble immobilier, libre d'occupation et non habitable en l'état, se compose de trois appartements (174 m² au total), d'un garage et de trois places de stationnement.

Il s'agit d'un secteur dégradé, en bordure d'une voirie très passante situé en périphérie nord du site Noroxo. Les habitations sont situées aux abords d'une zone commerciale et déconnectées du tissu urbain.

Le projet d'aménagement de la friche Noroxo prévoit la création d'un accès à proximité de cette emprise. Dès lors, la qualité de vie des habitants s'en trouvera encore dégradée.

Cette acquisition d'opportunité revêt plusieurs avantages :

- Améliorer les possibilités et la qualité de desserte du site Noroxo,
- Contribuer à la requalification de l'entrée de ville de Harnes et Loison-sous-Lens,
- Ne pas dégrader à terme la qualité de vie des futurs habitants de cet immeuble s'il n'était pas acquis par l'agglomération.

L'acquisition de ce bien serait réalisée moyennant la somme de 69 600 € HT, conformément à l'évaluation domaniale, les frais notariés étant supportés par l'Agglomération.

Vu l'avis de Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques du Pas-de-Calais référencé 2025-62413-54775 en date du 2 septembre 2025 fixant à 69 600 € HT la valeur des parcelles bâties et non bâties cadastrées section AK n^{os} 25 et 388 à Harnes.

A reçu un avis favorable en Commission chargée de l'Attractivité du Territoire du 26/11/2025

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

Autorise le Président, ou toute autre personne déléguée, à signer avec les propriétaires identifiés en annexe, l'acte d'acquisition des parcelles bâties et non bâties cadastrées section AK n^{os} 25 et 388 à Harnes.

Le transfert de propriété s'opérera moyennant la somme de 69 600 € HT, conformément à l'estimation domaniale. Les frais notariés seront supportés par l'établissement.

Précise que les crédits nécessaires sont prévus au budget action économique, ligne de crédit 10646.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est réuni dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D5

ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE

Lens - ZAC Centralité - Secteur Bollaert - Acquisition d'un ensemble immobilier auprès de la SA HLM Maisons et Cités

Par délibération en date du 18 mars 2019, le Conseil communautaire a validé le transfert, au profit de l'établissement intercommunal, de la ZAC Centralité à Lens ainsi que les modalités de mise en œuvre de celle-ci, initialement créée par la Ville de Lens.

La Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin se positionne comme l'aménageur de la ZAC Centralité et notamment du secteur Bollaert à Lens.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin a initié en 2023 une étude de programmation sur la phase 2 du secteur Bollaert. Cette étude a permis de définir un préprogramme d'aménagement pour ce secteur d'environ 10 ha, visant à créer un quartier dynamique et attractif intégrant des logements, des bureaux et espaces d'activités, des commerces et équipements de loisirs, ainsi qu'une requalification des espaces publics.

Au vu des orientations définies, il est envisagé l'acquisition par l'établissement intercommunal d'un ensemble immobilier composé de 7 logements appartenant à la SA HLM Maisons et Cités et situé 1, 3, 5, 7, 9, 11 et 13 route de Béthune à Lens.

L'acquisition de ce bien conditionne le développement d'un immeuble d'activité tertiaire et de la refonte des espaces publics à ses abords, qui constituera une entrée ouverte et qualitative sur le secteur Bollaert.

Compte-tenu des dispositions des articles L.443 et suivants du code de la construction, ces biens doivent être démolis par le bailleur.

Aussi, la Communauté d'Agglomération achèterait lesdits biens, représentant 1 169 m², après démolition par Maisons et Cités, moyennant un montant total de 301 274 € HT (126 252 € HT, représentant la valeur des terrains, validé par la Direction Départementale des Finances publiques, auquel s'ajoute le coût de démolition supporté par Maisons et Cités, estimé à 175 022 € HT).

Tous les frais (Notaire, Géomètre, TVA le cas échéant, ...) liés à ce transfert de propriété seraient supportés par l'acquéreur.

Vu les devis annexés à la présente délibération,

Vu l'avis de la Direction Départementale des Finances Publiques référencé 2024-62498-79760, en date du 19 décembre 2024

A reçu un avis favorable en Commission chargée de l'Attractivité du Territoire du 26/11/2025

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

Autorise le Président, ou toute personne déléguée, à signer avec la SA HLM Maisons et Cités dont le siège est situé 167, rue des Foulons à Douai (59501), ou toute personne physique ou morale s'y substituant, la promesse réciproque de vente et d'achat ainsi que l'acte d'acquisition d'un ensemble immobilier non bâti situé 1, 3, 5, 7, 9, 11 et 13 route de Béthune à Lens et référencé section AK n^{os} 92, 93, 94, 95, 96, 97 et 98 (1 169 m² au total) au cadastre de ladite commune, ainsi que tous les actes subséquents.

L'acquisition sera menée moyennant le prix de 126 252 € HT augmenté du coût de démolition des biens supporté par la SA HLM Maisons et Cités, estimé à 175 022 € HT, soit un total de 301 274 € HT.

Tous les frais (démolition, notaire, géomètre, TVA le cas échéant...) seront supportés par la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin.

Le transfert de propriété devra être intervenu dans les 36 mois à compter de la présente délibération. Au-delà, l'accord relatif à cette acquisition sera caduc.

Précise que les crédits nécessaires, d'un montant de 315 000 € HT seront sollicités au Budget 2026.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est réuni dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D6

ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE

Loison-sous-Lens - Parc d'activités des Oiseaux Cession d'un terrain

Une partie d'un terrain communautaire cadastré section AH n°648 au cadastre de la ville de Loison-sous-Lens intéresse un riverain de la rue Devouges dont l'habitation est directement contiguë.

La maîtrise foncière d'une partie de ce terrain lui permettrait d'agrandir son jardin.

Il s'agit d'un surplus de terrain d'environ 430 m² avant arpentage qui était compris dans le périmètre d'un bassin communautaire. Cette emprise, sans intérêt pour l'exploitation de l'ouvrage, a fait l'objet d'un déclassement du domaine public par délibération du Conseil Communautaire en date du 16 octobre dernier.

La cession pourrait être opérée moyennant l'estimation rendue par la Direction Départementale des Finances Publiques à savoir une valeur vénale évaluée à 7 740 € HT (soit 18 € HT/m²).

Tous les frais (Notaire, Géomètre, TVA le cas échéant, frais de clôtures....) liés à cette transaction seraient supportés par l'acquéreur.

Vu la délibération du Conseil Communautaire D4 en date du 16 octobre 2025,

Vu l'avis référencé 2025-65523-29394 de la Direction Départementale des Finances Publiques en date du 14 mai 2025.

A reçu un avis favorable en Commission chargée de l'Attractivité du Territoire du 26/11/2025

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

Autorise le Président, ou toute personne déléguée, à signer avec Monsieur Geoffrey IANNONE demeurant 24 quater rue Devouges à Loison-sous-Lens (62218), ou toute personne physique ou morale s'y substituant, un compromis de vente comportant une mise à disposition anticipée du bien, puis l'acte de cession relatifs à un terrain de 430 m² environ sous réserve d'arpentage, cadastré à Loison-sous-Lens section AH n°648p, ainsi que tous les actes subséquents.

La cession sera opérée moyennant le prix de 18 € HT/m².

Tous les frais (Notaire, Géomètre, TVA le cas échéant, frais de clôture,.....) seront à la charge de l'acquéreur.

Ce transfert de propriété devra être intervenu dans les 36 mois à compter de la présente délibération. Au delà, l'accord relatif à cette cession sera réputé caduc.

Le montant de la recette sera versé au budget action économique.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est réuni dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D7

ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE

Vendin-le-Vieil - Vente d'un terrain au profit de la Société PCB et prise en charge financière des travaux de dévoiement (réseau eau potable / accès)

Par délibération du 6 mars 2025, le Conseil Communautaire a constaté la désaffectation et décidé le déclassement d'une emprise de 1 900 m² environ constituant un ancien chemin d'accès à un bassin communautaire situé Parc d'Activités du Bois Rigault Nord à Vendin-le-Vieil.

Cette démarche constituait un préalable à la possibilité d'une cession au profit de la Société PCB, propriétaire d'un ensemble immobilier contigu et porteuse d'un projet d'extension de ses locaux d'activités.

Ce projet de développement impliquait la réalisation d'importants travaux de dévoiement d'un réseau d'eau potable et du chemin d'accès au bassin communautaire.

Dans la mesure où l'emprise communautaire considérée est désormais intégrée au patrimoine privé de l'établissement intercommunal, un transfert de propriété peut être envisagé.

La vente s'opérerait au regard de l'estimation domaniale, soit 11 280 € H.T., tous frais à la charge de l'acquéreur.

Deux canalisations d'assainissement étant encore présentes dans le terrain à céder, des servitudes seront constituées afin de préserver la présence des ouvrages communautaires.

Par ailleurs, compte tenu de ce qui précède, la Société PCB a accepté de supporter une partie du coût de dévoiement de la conduite d'eau potable à hauteur de 138 146,82 € TTC.

Aussi, il convient également d'autoriser la régularisation de la convention relative à cette prise en charge financière.

Vu l'avis de la Direction Départementale des Finances Publiques référencé 2025-62842-31621 en date du 19 mai 2025,

A reçu un avis favorable en Commission chargée de l'Attractivité du Territoire du 26/11/2025

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

Autorise le Président, ou toute personne déléguée, à signer avec la Société PCB IMMO, dont le siège social est situé ZA du Bois Rigault Nord, rue Calmette à Vendin-le-Vieil (62880), ou toute personne physique ou morale s'y substituant :

- la promesse réciproque de vente et d'achat comportant une mise à disposition anticipée du bien puis l'acte de vente relatifs aux parcelles référencées section AO n^{os} 304, 308, 312p, 361, 364, 367 et 493p au cadastre de la ville de Vendin-le-Vieil.

Le transfert de propriété, qui portera sur une surface de 1 900 m² environ avant arpentage (plan annexé), sera mené au regard de l'estimation domaniale soit 11 280 € H.T., tous frais (notaire, géomètre, clôture, TVA le cas échéant, ...) à la charge de l'acquéreur.

Des servitudes seront constituées, à titre gratuit, afin de préserver la présence des canalisations d'assainissement présentes dans le terrain.

Le montant de la recette sera versée au budget Action Économique.

- La convention, reprise en annexe, relative à la prise en charge financière d'une partie de l'opération de dévoiement de la conduite d'eau potable, pour un montant de 138 146,82 € TTC.

Le montant de la recette sera versée au budget.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est rassemblé dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D8

ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE

Aix-Noulette - Cession de matériel agricole

La Communauté d'Agglomération est propriétaire, depuis 2009, d'un corps de ferme sis au 44 rue de la Chapelle à Aix-Noulette.

Le site accueille notamment un bâtiment de transformation de produits laitiers, occupé jusqu'en novembre 2022 par les époux LECLERCQ.

Un protocole transactionnel d'indemnisation a été conclu, en octobre de la même année, afin de couvrir le préjudice lié à la cessation de leur activité.

Dans ce cadre, divers outils du process (tank à lait, cuve fromagère de brassage, etc....) ainsi que du matériel accessoire (tables inox, plonge, vitrines réfrigérées etc, ...) sont devenus propriété de l'établissement intercommunal.

Un producteur de fromage a fait part de son intérêt pour une partie du matériel. Il s'agit d'une association basée à Héricourt (secteur Saint-Pol-sur-Ternoise) et dont l'objectif est notamment de produire des fromages à partir de lait bio issu d'une ferme voisine, en circuit extra local.

Cette cession constituerait une opportunité de valoriser le matériel avant qu'il ne devienne obsolète.

Après analyse de l'offre et évaluation de la valeur des biens (dont l'état de marche n'est pas avéré) un accord a été trouvé sur un montant global de 6 400 €.

Par ailleurs, s'agissant de biens meubles, l'évaluation des Domaines ne peut être obtenue.

A reçu un avis favorable en Commission chargée de l'Attractivité du Territoire du 26/11/2025

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

Autorise le Président ou toute personne déléguée à signer, avec l'association « L'Etable des Possibles », domiciliée 46 bis rue principale à Héricourt (62130), la convention sous seing privé (projet repris en annexe) permettant la cession du matériel de transformation et de conservation de produits laitiers dont le détail est joint à la présente délibération et ce moyennant la somme de 6 400 € HT.

Précise que la recette sera versée au budget « Action Economique ».

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est rassemblé dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D9

ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE

Engagement pour le Renouveau du Bassin Minier Octroi de la subvention de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin ERBM 2025 Maisons & Cités SA D'HLM - Noyelles-sous-Lens Cité d'Anchin (Tranche 3) 110 logements

L'ERBM est un Contrat Partenarial d'Intérêt National signé pour 10 ans (2018/2028) entre l'État, le Conseil Régional, les Conseils Départementaux du Nord et du Pas-de-Calais ainsi que les 8 EPCI du bassin minier.

La démarche ERBM a vocation à initier des projets qui traitent des ambitions suivantes :

- Logement des cités minières : transformation de l'habitabilité, protection et valorisation du patrimoine, valorisation du cadre de vie, diversification du peuplement, association des habitants,...
- Centralités urbaines : établissement de dynamiques de centralité, reconquête des centres urbains, remédiation des friches industrielles, revitalisation économique, promotion de sites miniers patrimoniaux, lutte contre l'étalement urbain,
- Transport : moderniser les infrastructures de transport,
- Croissance verte : réduction des besoins en énergie des habitants, des constructions, des activités économiques, des loisirs..., diminution des pollutions, développement des énergies renouvelables, préservation de la biodiversité, développement de la ville intelligente,
- Activité économique et accès à l'emploi : développement des secteurs de pointe comme l'écoconstruction, développement du secteur de l'innovation sociale via le soutien à l'ESS, développement de l'usage du numérique,
- Accompagnement des populations dans leur développement social, économique et citoyen : favoriser l'élévation du niveau de qualification en lien avec les besoins du territoire, renforcement de la maraude sociale, développement des activités périscolaires, notamment culturelles, développement de chantiers jeunes bénévoles,
- Développement du tourisme par la mise en valeur du patrimoine : valorisation des sites de mémoire miniers, rendre attractifs les paysages (terrils, anciennes fosses, cavaliers,...),
- Amélioration de la santé des habitants : recomposition de l'offre de soins, favoriser la pratique sportive.

Sur le volet urbain, l'ERBM s'inscrit donc dans une démarche intégrée qui vise non seulement à doubler le rythme de réhabilitation thermique des logements miniers (étiquette énergétique D et plus) par les bailleurs sociaux (12 000 au titre de l'ERBM et 11 000 au titre du PSP) mais également à intervenir sur le cadre de vie.

La finalité est d'augmenter la qualité globale du parc de logements sur le territoire de la CALL.

Depuis le début de la mise en œuvre de l'ERBM, la CALL a délibéré à hauteur de 13 159 000 € afin d'accompagner les bailleurs sociaux Maisons et Cités, SIA Habitat et Pas-de-Calais Habitat dans la rénovation de 2 587 logements répartis sur les 14 cités ERBM du triennal 2018/2020.

La grille d'accompagnement et d'objectifs adoptée par la délibération cadre du 5 octobre 2018 prévoyait les subventions suivantes (cumulables dans la limite de 8 000 €/logement) :

- Étiquette énergétique C : 2 000 €/logement,
- Autoproduction d'énergie : 4 000 €/logement,
- Clause insertion et/ou formation à 7% ou plus : 2 000 €/logement,
- BBC Rénovation : 1 000 €/logement en sus de la sub. étiquette C,
- Traitement des abords et façades : 2 000 €/logement,
- Opérations de restructuration très lourde : 2 000 €/logement.

La CALL a souhaité recentrer ses aides auprès des bailleurs sociaux sur certaines priorités que sont la restructuration de l'habitat en lien avec la stratégie de peuplement, l'amélioration du cadre de vie et la mise en œuvre de matériaux biosourcés dans le cadre de la rénovation pour favoriser l'innovation et décliner la TRI.

La nouvelle grille d'accompagnement et d'objectifs, détaillée comme suit, a été adoptée par délibérations en date des 24 mars et 17 novembre 2022 :

- Aide à la restructuration lourde des logements : 7 000 €/logement ;
- Aide à la réhabilitation mettant en œuvre des matériaux biosourcés 2 500 €/logement :
 - Toiture : 1 000 €/logement ;
 - Mur : 1 500 €/logement ;
- Aide au traitement des abords et façades : 2 000 €/logement.

Une convention cadre avec les bailleurs sociaux doit être signée en amont. Elle constituera un préalable au versement des aides communautaires, qui définira notamment les modalités de travail partenarial Ville/CALL/bailleurs sociaux, ou bien encore des objectifs attendus par opération. Les opérations financées devront notamment faire l'objet d'une réflexion partenariale et d'une présentation par le bailleur dans le cadre d'instances qui seront définies dans le cadre de cette convention.

La CALL a été sollicitée par Maisons & Cités SA d'HLM dans le cadre de l'opération de rénovation de 110 logements sis Cité d'Anchin à Noyelles-sous-Lens pour un montant total de 330 000 €. Ce programme constitue la troisième tranche de cette opération initiée en 2023. Le projet prévisionnel pourrait prétendre aux primes CALL déclinées comme suit :

CALL	Nombre de logements	Montant unitaire de subventions	Montant de la subvention
Aide à la réhabilitation / Matériaux biosourcés (Toiture)	110	1 000 €	110 000 €
Aide à la réhabilitation / Matériaux biosourcés (Mur)	0	1 500 €	0 €
Traitement des abords et façades	110	2 000 €	220 000 €
Opérations de restructurations lourdes	0	7 000 €	0 €
TOTAL CALL			330 000 €

Cette demande a été instruite par les services communautaires.

A reçu un avis favorable en Commission chargée de l'Attractivité du Territoire du 26/11/2025

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

1 ne prend pas part au vote

(Monsieur Alain ROGER)

Décide d'octroyer à Maisons & Cités SA d'HLM une subvention de 330 000 €, sous réserve de production des pièces justificatives, qui constituera la part de l'EPCI dans le plan de financement final de l'opération de réhabilitation de 110 logements (tranche 3) sis Cité d'Anchin à Noyelles-sous-Lens dans le cadre de l'Engagement pour le Renouveau du Bassin Minier.

Autorise le Président à signer la convention financière correspondante avec Maisons & Cités SA d'HLM.

Précise que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2025 sur l'imputation budgétaire suivante : Budget Principal/ Programme SHAB-ERBM (part CALL).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est réuni dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D10

ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE

Engagement pour le Renouveau du Bassin Minier Octroi de la subvention de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin ERBM 2025 Maisons & Cités SA D'HLM Mazingarbe - Cité 2 (Tranche 1) 115 logements

L'ERBM est un Contrat Partenarial d'Intérêt National signé pour 10 ans (2018/2028) entre l'État, le Conseil Régional, les Conseils Départementaux du Nord et du Pas-de-Calais ainsi que les 8 EPCI du bassin minier.

La démarche ERBM a vocation à initier des projets qui traitent des ambitions suivantes :

- Logement des cités minières : transformation de l'habitabilité, protection et valorisation du patrimoine, valorisation du cadre de vie, diversification du peuplement, association des habitants,...
- Centralités urbaines : établissement de dynamiques de centralité, reconquête des centres urbains, remédiation des friches industrielles, revitalisation économique, promotion de sites miniers patrimoniaux, lutte contre l'étalement urbain,
- Transport : moderniser les infrastructures de transport,
- Croissance verte : réduction des besoins en énergie des habitants, des constructions, des activités économiques, des loisirs..., diminution des pollutions, développement des énergies renouvelables, préservation de la biodiversité, développement de la ville intelligente,
- Activité économique et accès à l'emploi : développement des secteurs de pointe comme l'écoconstruction, développement du secteur de l'innovation sociale via le soutien à l'ESS, développement de l'usage du numérique,
- Accompagnement des populations dans leur développement social, économique et citoyen : favoriser l'élévation du niveau de qualification en lien avec les besoins du territoire, renforcement de la maraude sociale, développement des activités périscolaires, notamment culturelles, développement de chantiers jeunes bénévoles,
- Développement du tourisme par la mise en valeur du patrimoine : valorisation des sites de mémoire miniers, rendre attractifs les paysages (terrils, anciennes fosses, cavaliers,...),
- Amélioration de la santé des habitants : recomposition de l'offre de soins, favoriser la pratique sportive.

Sur le volet urbain, l'ERBM s'inscrit donc dans une démarche intégrée qui vise non seulement à doubler le rythme de réhabilitation thermique des logements miniers (étiquette énergétique D et plus) par les bailleurs sociaux (12 000 au titre de l'ERBM et 11 000 au titre du PSP) mais également à intervenir sur le cadre de vie.

La finalité est d'augmenter la qualité globale du parc de logements sur le territoire de la CALL.

Depuis le début de la mise en œuvre de l'ERBM, la CALL a délibéré à hauteur de 13 159 000 € afin d'accompagner les bailleurs sociaux Maisons et Cités, SIA Habitat et Pas-de-Calais Habitat dans la rénovation de 2 587 logements répartis sur les 14 cités ERBM du triennal 2018/2020.

La grille d'accompagnement et d'objectifs adoptée par la délibération-cadre du 5 octobre 2018 prévoyait les subventions suivantes (cumulables dans la limite de 8 000 €/logement) :

- Étiquette énergétique C : 2 000 €/logement,
- Autoproduction d'énergie : 4 000 €/logement,
- Clause insertion et/ou formation à 7% ou plus : 2 000 €/logement,
- BBC Rénovation : 1 000 €/logement en sus de la sub. étiquette C,
- Traitement des abords et façades : 2 000 €/logement,
- Opérations de restructuration très lourde : 2 000 €/logement.

La CALL a souhaité recentrer ses aides auprès des bailleurs sociaux sur certaines priorités que sont la restructuration de l'habitat en lien avec la stratégie de peuplement, l'amélioration du cadre de vie et la mise en œuvre de matériaux biosourcés dans le cadre de la rénovation pour favoriser l'innovation et décliner la TRI.

La nouvelle grille d'accompagnement et d'objectifs, détaillée comme suit, a été adoptée par délibérations en date des 24 mars et 17 novembre 2022 :

- Aide à la restructuration lourde des logements : 7 000 €/logement ;
- Aide à la réhabilitation mettant en œuvre des matériaux biosourcés 2 500 €/logement :
 - Toiture : 1 000 €/logement ;
 - Mur : 1 500 €/logement ;
- Aide au traitement des abords et façades : 2 000 €/logement.

Une convention cadre avec les bailleurs sociaux doit être signée en amont. Elle constituera un préalable au versement des aides communautaires, qui définira notamment les modalités de travail partenarial Ville/CALL/bailleurs sociaux, ou bien encore des objectifs attendus par opération. Les opérations financées devront notamment faire l'objet d'une réflexion partenariale et d'une présentation par le bailleur dans le cadre d'instances qui seront définies dans le cadre de cette convention.

La CALL a été sollicitée par Maisons & Cités SA d'HLM dans le cadre de l'opération de rénovation de 115 logements sis Cité 2 à Mazingarbe pour un montant total de 566 000 €. Ce programme constitue la première tranche de cette opération pluriannuelle. Le projet prévisionnel pourrait prétendre aux primes CALL déclinées comme suit :

CALL	Nombre de logements	Montant unitaire de subventions	Montant de la subvention
Aide à la réhabilitation / Matériaux biosourcés (Toiture)	0	1 000 €	0 €
Aide à la réhabilitation / Matériaux biosourcés (Mur)	0	1 500 €	0 €
Traitement des abords et façades	115	2 000 €	230 000 €
Opérations de restructurations lourdes	48	7 000 €	336 000 €
TOTAL CALL			566 000 €

Cette demande a été instruite par les services communautaires.

A reçu un avis favorable en Commission chargée de l'Attractivité du Territoire du 26/11/2025

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

Décide d'octroyer à Maisons & Cités SA d'HLM une subvention de 566 000 €, sous réserve de production des pièces justificatives, qui constituera la part de l'EPCI dans le plan de financement final de l'opération de réhabilitation de 115 logements (tranche 1) sis Cité 2 à Mazingarbe dans le cadre de l'Engagement pour le Renouveau du Bassin Minier.

Autorise le Président à signer la convention financière correspondante avec Maisons & Cités SA d'HLM.

Précise que les crédits nécessaires sont prévus au budget 2025 sur l'imputation budgétaire suivante : Budget Principal/ Programme SHAB-ERBM (part CALL).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est réuni dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D11

ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE

Avenant 3 à la convention de mandat pour la réalisation d'un espace d'accueil de manifestation polyvalent à Souchez - Clôture de l'opération

Par délibération du 19 juin 2019, le Conseil Communautaire a validé l'accompagnement de la CALL pour le projet de la construction de l'espace polyvalent de Souchez, pour permettre l'accueil des délégations, des rassemblements en lien avec le tourisme de mémoire, des programmations festives, culturelles, sportives ainsi que l'accueil de groupes scolaires.

Par délibérations du 16 juin 2021, le Bureau Communautaire a validé les modifications du calendrier et du coût prévisionnel des travaux faisant suite à l'interception d'une nappe subaffleurante qui avait nécessité d'une part la mise à l'arrêt du chantier et d'autre part le rehaussement de 2.20m du bâtiment.

Par délibération du 15 décembre 2022, le Bureau Communautaire a validé les modifications du coût d'opération dues à la création d'un bassin de récupération des eaux de ruissellement du bassin versant, la résiliation et la relance des lots gros œuvre et ascenseurs (augmentation du montant du lot gros œuvre / incidences liées à la rehausse du bâtiment) en découlant, la prise en charge à hauteur de 75% par la collectivité de la hausse des matières premières.

Par délibération du 6 décembre 2024, le Bureau Communautaire a validé la diminution des pénalités de retards d'exécution des travaux pour les entreprises SMAC et A2A.

Cette délibération clôture l'opération de construction de l'Espace Accueil Polyvalent

La délibération du 19 juin 2019 précisait que la CALL approuvait le principe d'une contribution financière sur le reste à charge, déduction faite des financements de la commune, du Département, de la Région et de l'Etat. La contribution de la CALL étant, conformément aux articles de lois en vigueur, inférieure ou égale à la part communale.

Après achèvement, l'enveloppe financière définitive de l'opération s'élève à 4 616 825,76 € TDC (Toutes Dépenses Confondues). La participation de la Ville de Souchez pour un montant de 1 664 946,34 € TTC vient s'ajouter au fond de concours CALL d'un montant de 902 043,42 € et aux subventions de l'État, de la Région et du Département pour des montants respectifs de 499 836 €, 750 000 € et 800 000 €. La Ville bénéficiera du FCTVA à hauteur de 16,404% du montant des dépenses acquittées.

A reçu un avis favorable en Commission chargée de l'Attractivité du Territoire du 26/11/2025

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

1 ne prend pas part au vote

(Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE)

Autorise le Président le Président à signer l'avenant n°3 à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage donnée par la ville de Souchez à la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin ci-annexé ainsi que toutes les pièces nécessaires à la mise en oeuvre de cette délibération.

Précise que les crédits sont prévus au budget primitif 2022 sur l'imputation suivante : Budget Principal/ Investissement/ T-SALSOUCH/ Opérations 19D13908 et 20D14816/ Lignes de crédit 10158 et 10119.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est réuni dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D12

DEVELOPPEMENT DURABLE

Avion - Réseau de chaleur urbain - Acquisition de terrains et ouvrages auprès de Pas-de-Calais Habitat

I. Contexte, rappel des étapes et cadre

La ville d'Avion a souhaité créer un nouveau réseau de chaleur sur sa commune, alimenté par la chaleur fatale issue des moteurs de cogénération de la Française de l'Energie, eux-mêmes alimentés par le gaz de mine. Le réseau de chaleur de la ville d'Avion n'est pertinent qu'en cas d'interconnexion avec le réseau existant de Pas-de-Calais Habitat, situé quartier République.

La ville d'Avion et Pas-de-Calais habitat ont donc travaillé de concert pour assurer la pérennité du réseau et garder la maîtrise des charges liées au chauffage et à l'eau chaude sanitaire des abonnés, surtout dans un contexte où le prix des énergies augmente de manière significative.

Ce partenariat s'est traduit par la signature d'une convention et d'un avenant fixant les contours d'une rétrocession à l'euro symbolique à la ville par Pas-de-Calais habitat du réseau République et de ses moyens de productions associés.

Par délibérations des 14 décembre 2023 et 6 décembre 2024 du Conseil de la CALL, la compétence « création et exploitation d'un réseau public de chaleur ou de froid » a été transférée des communes à la CALL. En conséquence de ce qui précède, la CALL s'est vue substituée dans les droits et obligations de la commune d'Avion du fait de tous contrats, conventions et avenants relatifs à la compétence « réseau de chaleur » et notamment de la convention de rétrocession du réseau « République » conclue le 19 avril 2023 entre la ville d'Avion et Pas-de-Calais Habitat ainsi que son avenant régularisé le 16 novembre 2023.

II. Liste des biens sujet de l'acquisition

L'acquisition porte sur un terrain d'environ 965 m² supportant :

- un local renfermant une chaufferie composée de trois chaudières gaz, une installation de cogénération et un ensemble de pompes de distribution,
- une cheminée,
- des espaces extérieurs.

A cela s'ajoute :

- l'ensemble des équipements des installations primaires situés en sous-stations (jusqu'aux brides avals des échangeurs côté secondaire). Ces installations en sous station sont composées d'échangeurs à plaques, de conduites, de vannes, de systèmes de régulation et de compteurs d'énergie tels que repris en annexe,
- le réseau de chaleur sous voirie.

Il conviendra de mettre en place des servitudes sur les parcelles de Pas-de-Calais Habitat pour lesquelles le réseau de chaleur passent pour alimenter des abonnés autre que pas-de-Calais Habitat.

III. Modalités du transfert des biens

Les biens transférés constituent un ensemble indissociable pour le service de production et de distribution de chaleur. Le transfert de l'ensemble doit s'opérer de manière à garantir une continuité de service pour les abonnés sans impact financier.

L'acquisition de ces biens serait réalisée à l'euro symbolique. Les frais liés à cette transaction seront supportés par l'acquéreur hormis les frais de géomètre qui seront supportés par le vendeur.

Dans l'attente du transfert de propriété, il convient d'avenanter la convention de partenariat relative au raccordement du réseau « République » au réseau de chaleur urbain de la Ville d'Avion régularisée le 19 avril 2023. La Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, par la prise de compétence « Création et exploitation d'un réseau public de chaleur ou de froid » s'est substituée dans les droits et obligations de la ville d'Avion.

Vu l'estimation de la Direction Départementale des Finances Publiques référencée 2025-62065-79108, en date du 7 novembre 2025, fixant à 96 500 € la valeur des biens.

A reçu un avis favorable en Commission chargée du Développement Durable du 03/12/2025

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

Autorise le Président ou toute personne déléguée à signer, avec Pas-de-Calais Habitat dont le siège est situé 4 avenue des Droits de l'Homme à Arras (62000), ou toute autre personne physique ou morale s'y substituant :

- l'acte d'acquisition relatif à l'ensemble immobilier situé sur les parcelles référencées section ZA n^{os} 27, 377p et 446p au cadastre de la ville d'Avion, pour une surface totale d'environ 965 m² avant arpentage, ainsi qu'aux ouvrages et équipements repris en annexe.

La transaction sera réalisée moyennant le prix de 1 € symbolique.

Tous les frais liés à cette transaction (Notaire, TVA le cas échéant, ...) seront à la charge de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin hormis les frais de géomètre qui seront supportés par le vendeur.

Le transfert de propriété devra intervenir dans les 36 mois à compter de la présente délibération.

Au-delà, l'accord relatif à cette acquisition sera réputé caduc.

- les conventions de servitude, à titre gratuit, actant la présence des ouvrages acquis par l'établissement intercommunal sur des parcelles demeurant la propriété de Pas-de-Calais Habitat,

- l'avenant n°2 (en annexe) à la convention de partenariat relative au raccordement du réseau « République » au réseau de chaleur urbain de la ville d'Avion, régularisée le 19 avril 2023 entre la ville d'Avion et Pas-de-Calais Habitat.

Les crédits nécessaires à ce transfert de propriété seront sollicités au budget 2026.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est réuni dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D13

DEVELOPPEMENT DURABLE

Convention spéciale de déversement des eaux usées et pluviales avec l'établissement SOVIMO à Vimy - Signature d'un avenant n°1

Dans le cadre de l'exercice de sa compétence assainissement collectif, la CALL accepte dans ses ouvrages des eaux industrielles, pour lesquelles des conventions spéciales de déversement sont signées entre l'entreprise concernée, le délégataire du service public d'assainissement collectif et la CALL.

Ces conventions prévoient que la redevance assainissement des entreprises, fondée sur le principe du « pollueur payeur » est modulée selon un coefficient de pollution dont la formule est déterminée à l'article 30.3 du règlement de service d'assainissement collectif en vigueur. La valeur de ce coefficient est ajustée chaque année suivant cette formule en prenant en compte les valeurs moyennes de pollution de l'année n-1.

Aussi, à l'occasion d'un programme d'investissement ambitieux, la société SOVIMO, sise ZA légère – Lieu-dit « la couture du hêtre » à VIMY (62 580), a sollicité les services de la collectivité pour travailler conjointement à l'amélioration de la qualité de ses rejets. Ces travaux d'amélioration imposent de lourds investissements pour la société SOVIMO. De fait, afin d'assurer la pérennité de son activité, que ce soit d'un point de vue financier mais également environnemental, l'entreprise a sollicité une révision des conditions de calcul de son impact de pollution prévues à la convention, le temps de la réalisation des travaux.

Afin d'améliorer la qualité des effluents acceptés dans nos ouvrages, il s'avère pertinent de réévaluer le coefficient de pollution appliqué aux rejets des eaux aux rejets des eaux usées non domestiques de la société SOVIMO.

Ainsi, les articles II et IV de la convention précitée peuvent être modifiés selon les dispositions reprises dans l'avenant n°1 joint à la présente délibération, qui prévoient de fixer, pendant deux ans à compter de la notification de cet avenant n°1, la valeur du coefficient de pollution à 2.5, suivant les valeurs limites de pollution à atteindre et la formule utilisée.

Dans l'hypothèse où les travaux d'amélioration des effluents ne sont pas réalisés dans ce délai de deux ans, l'entreprise SOVIMO se verra à nouveau appliquer le coefficient de pollution initialement fixé dans la convention ainsi qu'un rappel de ladite contribution, sur le fondement de ce coefficient antérieurement acté.

En conséquence, il est nécessaire de signer un avenant n°1 à ladite convention afin d'acter les nouvelles modalités de calcul du coefficient de pollution appliqué à la redevance assainissement due par la société SOVIMO au titre de ses déversements des eaux usées et pluviales dans notre réseau.

A reçu un avis favorable en Commission chargée du Développement Durable du 03/12/2025

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

Décide de passer un avenant n°1 à la convention spéciale de déversement des eaux usées et pluviales avec l'entreprise SOVIMO, sise ZA légère – Lieu-dit « la couture du hêtre » à VIMY (62 580), ayant pour objet la modification de ses articles II et IV le temps de la réalisation des travaux, soit pendant deux ans à compter de la notification de cet avenant n°1, afin de :

- fixer, pendant cette période, le coefficient de pollution appliqué à sa redevance d'assainissement à 2.5

- prévoir, dans l'hypothèse où les travaux d'amélioration des effluents ne sont pas réalisés dans ce délai de deux ans, une application du coefficient de pollution fixé initialement dans la convention, ainsi qu'un rappel de ladite contribution, sur le fondement de ce coefficient antérieurement conclu.

Autorise le Président à signer cet avenant ainsi que tout acte subséquent,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est réuni dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D14

DEVELOPPEMENT DURABLE

Bouvigny-Boyeffles - Rue Lavoisier - Constitution d'une servitude d'assainissement avec Monsieur et Madame MIKOLARCZYK VICHERY

Dans le cadre d'un projet de construction rue Lavoisier à Bouvigny-Boyeffles, la Communauté d'Agglomération est intervenue en vue de dévoyer une conduite d'assainissement.

Une canalisation communautaire grève désormais la parcelle référencée section AP n° 239 au cadastre de Bouvigny-Boyeffles.

Il y aurait lieu de constituer la servitude correspondante.

S'agissant d'un ouvrage neuf, la signature de la convention s'accompagnerait du versement au profit des propriétaires d'une indemnité de 7 402,27 €, ce qui correspond à 60 % de la valeur vénale de l'emprise grevée.

Tous les frais (notaire, géomètre, etc, ...) liés à la régularisation de cet acte seraient supportés par l'établissement intercommunal.

A reçu un avis favorable en Commission chargée du Développement Durable du 03/12/2025

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

Autorise le Président ou toute personne déléguée à signer, avec les propriétaires identifiés en annexe, la convention de servitude relative à la présence, au droit de la parcelle référencée section AP n° 239 au cadastre de Bouvigny-Boyeffles, d'une conduite communautaire d'assainissement.

La signature de la convention s'accompagnera du versement d'une indemnité de 7 402,27 €, tous frais (notaire, géomètre, etc, ...) à la charge de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin.

Précise que les crédits nécessaires, d'un montant de 9 000 €, seront sollicités au budget 2026 sur l'imputation 02/Fonctionnement/1572.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est réuni dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D15

DEVELOPPEMENT SOCIAL

Appel à projets ESS - Octroi d'une subvention à l'association RE-CYCLE

Vu les articles L1611-4, L5211-1, L5216-5 du CGCT,

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment son article 10,

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, et notamment son article 59,

Vu le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le décret n°2017-779 du 5 mai 2017 et notamment son article 1,

Vu la délibération en date du 04 octobre 2019, par laquelle la Communauté d'Agglomération a lancé un appel à projets permanent dans le secteur de l'Économie Sociale & Solidaire visant à accompagner l'émergence, la création et le développement des structures de l'ESS sur le territoire,

Cet accompagnement des structures de l'ESS fait partie des dispositifs adoptés par la Région, et pour lesquels la CALL participe au financement dans le cadre d'une convention de partenariat signée en septembre 2019.

Dans ce cadre, l'association RE-CYCLE a sollicité un accompagnement financier pour le développement de son activité sur le territoire.

Cette association propose une solution innovante, écologique et locale de collecte et valorisation des biodéchets des professionnels et particuliers sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin. Elle s'inscrit dans l'application de la loi AGECE (Anti Gaspillage pour une Economie Circulaire) qui impose le tri à la source et la valorisation des bio déchets depuis le 1er janvier 2024.

L'équipe salariée est composée de 4 personnes (2.24 ETP CDI). La structure a été labellisée et accompagnée dans le cadre du programme REV 3 au regard de son intérêt écologique et de la promotion des principes d'économie circulaire.

En vertu de son dispositif d'aide au développement de structures ESS sur son territoire, la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin pourrait accompagner cette association à hauteur de 10 000 € sur un montant total prévisionnel de 59 170 € (soit 16 % de taux de subvention) pour l'acquisition de bi porteurs et d'un véhicule utilitaire permettant l'optimisation des collectes de biodéchets et la création d'un emploi sur le territoire.

A reçu un avis favorable en Commission chargée du Développement Social du 01/12/2025

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

Attribue une subvention à hauteur de 10 000 € à l'association RE-CYCLE, sise 15 rue René Lanoy à Lens, dans le cadre de l'aide au développement des structures de l'ESS.

Autorise le Président à signer la convention d'exécution annexée, ainsi que tout acte subséquent en application de la présente délibération.

Précise que les crédits nécessaires d'un montant de 10 000 € sont prévus au budget 2025 sur l'imputation : Budget/fonctionnement/ligne de crédit 10001.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est réuni dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D16

DEVELOPPEMENT SOCIAL

Financement d'un poste d'Adulte Relais Médiateur Santé - APSA - Subvention 2025

Vu les articles L1611-4, L5211-1, L5216-5 du CGCT,

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment son article 10,

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, et notamment son article 59,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000- 321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu le décret n°2017-779 du 5 mai 2017 et notamment son article 1,

Dans le cadre du développement de l'accès à la santé pour les populations les plus éloignées des parcours de soins, l'Association Pour la Solidarité Active (APSA) souhaite poursuivre l'accompagnement des habitants en géographie prioritaire grâce à l'encadrement d'un Adulte Relais Médiateur Santé (ARMS).

La Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin a été saisie le 1er octobre 2025 d'une demande de participation financière pour couvrir les frais de fonctionnement liés à l'activité d'un Adulte Relais Médiateur Santé sur un budget prévisionnel total de 11 634 €.

L'ARMS est chargé(e) de favoriser l'accès aux soins et à l'autonomie des personnes relevant du dispositif Accueil Hébergement Insertion, les plus éloignées du système de santé et favoriser les recours aux dispositifs sociaux, sanitaires de droit commun.

Ses missions sont les suivantes :

- Inscrire son action au sein des structures d'hébergement implantées dans les quartiers prioritaires de la politique de ville,
- observer au travers des échanges avec la population et les acteurs des quartiers, les besoins de santé de la population et repérer les dysfonctionnements du système,
- lien avec les équipes éducatives, a un rôle d'écoute, d'information, d'accompagnement des personnes vers l'accès aux droits et aux soins favorisant ainsi la réalisation d'un parcours coordonné de la personne,
- contribuer à la mise en œuvre d'actions de prévention, à partir des besoins identifiés au sein de l'établissement et en collaboration avec les partenaires.

Les ARMS bénéficient d'un contrat de trois ans, renouvelable une fois. La mise en œuvre du poste fait l'objet d'une signature de convention entre l'État et la structure porteuse (employeur de droit public, association, entreprises publiques ou privées chargées de la gestion d'un service public ou groupement d'intérêt public). L'employeur encadre et accompagne les ARMS dans leurs missions quotidiennes.

Le financement des postes d'ARMS est assuré à 100 % par :

- l'État à hauteur de 75 % par an,
- l'Agence Régionale de Santé (ARS) à hauteur de 25 %.

La Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin contribue, quant à elle, aux frais de fonctionnement afférents au poste. Cet accompagnement financier s'inscrit dans le cadre de la compétence Politique de la Ville.

En référence à la délibération du Conseil Communautaire du 18 février 2021, il est proposé de soutenir financièrement l'association à hauteur de 1 667 €, soit 14 % du budget de l'action, au titre de l'année 2025 correspondant au 1/3 des 5 000 € versés annuellement car l'ARMS a terminé son activité au bout 4 mois (fin avril 2025).

A reçu un avis favorable en Commission chargée du Développement Social du 01/12/2025

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

Décide d'allouer une subvention d'un montant de 1 667 € sur un montant total de 11 634 € à l'association « APSA » sise 4 rue de l'Église BP 115 62302 Lens cedex, pour couvrir les frais de fonctionnement liés à l'activité de l'Adulte Relais Médiateur Santé (ARMS).

Autorise le Président à signer la convention annexée, ainsi que tout acte subséquent à prendre en application de la présente délibération.

Précise que les crédits nécessaires, d'un montant de 1 667 € sont prévus au budget 2025 sur l'imputation : Budget/Fonctionnement/Ligne de crédit 11202.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est rassemblé dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D17

RESSOURCES ET MOYENS

Harnes - Motte du Bois : Réhabilitation du parc d'activités Autorisation à signer les marchés

Par délibération en date du 19 décembre 2017, la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin a reconnu d'intérêt communautaire le Parc d'Activités de la Motte du Bois à Harnes, par application de la loi NOTRe du 7 Août 2015.

Au vu des diagnostics entrepris, des travaux de renforcement de chaussée et de mise en sécurité s'avèrent nécessaires.

C'est ainsi que la voirie sera renforcée, l'assainissement sera repris, l'éclairage existant sera conforté, les modes doux seront sécurisés par le prolongement de la voie verte. Ces travaux permettront d'améliorer l'attractivité du parc d'activités.

La consultation des travaux sera passée en procédure formalisée en vertu des articles R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

Cette consultation sera allotie comme suit :

- Lot n°1 : Terrassement / Voirie/ Assainissement,
- Lot n°2 : Réseaux divers.

Les prix seront réglés sur bordereau de prix unitaire.

L'estimation des travaux s'élève à 8 309 431,80 € HT, valeur Octobre 2025, décomposée comme suit :

- Lot n°1 : 8 065 791,80 € HT,
- Lot n°2 : 243 640,00 € HT.

A reçu un avis favorable en Commission chargée des Ressources et des Moyens du 28/11/2025

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

Autorise le Président ou l'élu délégué à signer les marchés, conformément à l'avis de la Commission d'Appel d'offres, ainsi que les pièces afférentes à l'opération.

Précise que les crédits nécessaires, d'un montant de 8 309 431,80 € HT sont prévus sur les imputations :

- Budget principal/Opération MTVX-VRDPA/Harnes motte du bois/Ligne de crédit 11722,
- Budget Action Économique / Programme MTVX-ZA-A / Travaux assainissement zones d'activités/Ligne de crédit 6826.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est réuni dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D18

RESSOURCES ET MOYENS

Mazingarbe - construction d'une salle de sports : modifications de marché 24S051 - lots 9 et 10

La Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin s'est engagée dans l'élaboration d'une stratégie de rénovation du patrimoine public et d'accompagnement de projets communaux.

C'est à travers son Schéma de Mutualisation par délibérations en date du 28 novembre 2019 et du 23 septembre 2021, que la CALL a créé un service commun nommé « service commun de la transition durable et d'aide aux communes » afin de rassembler les moyens nécessaires à l'accompagnement de la réalisation d'un programme ambitieux de réhabilitation énergétique des bâtiments publics du territoire (communaux et intercommunaux) et d'aides aux communes dans la réalisation de leurs projets de développement.

Par délibération du 16 mars 2023, le Conseil Communautaire a validé l'accompagnement de la CALL pour ce projet de construction d'une nouvelle salle de sport à Mazingarbe. Une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage a alors été confiée par la Ville de Mazingarbe à la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin

Par délibération du 28 mars 2024, le Conseil Communautaire a validé l'avenant à la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage, et de tous les documents s'y rapportant. Le coût travaux était ainsi porté à 2 802 621 € HT (valeur mai 2023).

Les travaux ont été lancés en juillet 2024. Lors de ces travaux, il est apparu la nécessité de réaliser des prestations supplémentaires.
Cette délibération concerne le dépassement de 10 % du montant initial du marché 24S051-9 – Peinture, et du marché 24S051-10 – Équipements sportifs, du fait de ces nouvelles prestations :

- LOT 9 – Peinture : réalisation de peinture de sol pour le local stockage et local ménage
L'ensemble de ces prestations génèrent un surcoût de 3 586 € HT soit 15.8% du montant initial du marché (22 699.38€ HT) soit un montant, compris avenant, de 26 285.38 € HT.

- LOT 10 - Équipements sportifs : remplacement de 2 panneaux de basket, et ajout de modules fautes pour le panneau d'affichage de la salle.
Ce lot avait déjà bénéficié d'un 1^{er} avenant de 105€ HT, pour la fourniture de fourreaux pour des poteaux de tennis.
L'ensemble de ces prestations génèrent un surcoût de 5 301,20 € HT soit 13.95% du montant initial du marché (38 000€ HT), soit un montant, compris avenant, de 43 301,20 € HT

Vu les articles R2194-2 et R2194-3 du Code de la Commande Publique,

Vu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres de la ville de Mazingarbe en date du 09/12/2025, le dépassement de 10% avec un montant de marché global supérieur à 1 million d'euros nécessite une délibération du Bureau,

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

Approuve la modification du marché 24S051 lot 9 – Peinture, attribué à l'entreprise VERET et du marché 24S051 lot 10 – Equipements sportifs, attribué à l'entreprise NOUANSPOORT et autorise la signature des modifications au contrat 1 pour le lot 9 et 2 pour le lot 10.

Précise que les crédits nécessaires, sont prévus au budget sur l'imputation Budget Principal l'imputation Budget Principal/ Programme T-MANDAT/ Mandat n°39 sur les lignes de crédit 11907 pour les dépenses (chapitre 458139), 11908 pour les recettes (chapitre 458239).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est réuni dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D19

RESSOURCES ET MOYENS

Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) - AVION – Cité de la République – Travaux d'assainissement et d'eau potable Autorisation de signature du marché n° 25S183

La ville d'Avion s'est engagée dans un important projet de restructuration urbaine concernant le quartier République pour lequel des financements du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU) sont prévus. La ville a mandaté un groupement de maîtrise d'œuvre pour les études de conception et le suivi des travaux pour les aménagements de l'espace public.

Dans le cadre de ses compétences et en accompagnement des travaux réalisés par la ville, la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin assurera la prise en charge des travaux relatifs à l'assainissement et l'eau potable sur le même périmètre. Les investigations menées sur les réseaux d'assainissement ont mis en évidence la présence de tuyaux en amiante ciment qu'il est nécessaire de remplacer sur l'ensemble de la cité. Le réseau d'eau potable est en fonte grise et fera l'objet d'un renouvellement dans le cadre de ces travaux. Les eaux pluviales de voirie seront également déconnectées du réseau unitaire et infiltrées dans des tranchées drainantes. Les études et le suivi de l'ensemble de ces travaux seront assurés en maîtrise d'œuvre par la CALL.

Les travaux d'assainissement et d'eau potable au stade du dossier de consultation des entreprises sont estimés à 4 185 000,00 € HT décomposés de la manière suivante :

- Assainissement eaux usées : 1 895 000,00 € HT,
- Assainissement eaux pluviales : 1 395 000,00 € HT,
- Eau potable : 895 000,00 € HT.

Le marché sera lancé selon une procédure adaptée (MAPA travaux) en application de l'article R.2123-1 du code de la commande publique au travers d'un accord-cadre à bons de commande sans mini et avec un maximum de 5 000 000 € HT. La durée globale du marché est prévue pour 60 mois.

Pour information, la part de travaux à la charge de la ville a été estimé à 7 895 063,05 € HT.

A reçu un avis favorable en Commission chargée des Ressources et des Moyens du 28/11/2025

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

Autorise le Président ou l'élu délégué à signer le marché avec l'attributaire, conformément à l'avis rendu par la Commission d'appel d'offres.

Précise que les crédits de paiement pluriannuels nécessaires sont prévus au budget primitif 2025 sur l'imputation : Budget Assainissement/ Programme MGOP-NPNRU 2022/ Opération 24D16384/ Ligne de crédit 6866.

Précise que les crédits de paiement pluriannuels nécessaires sont prévus au budget primitif 2025 sur l'imputation : Budget Eau Potable/ Programme MGOP-NPNRU 2022/ Opération 24D16393/ Ligne de crédit 4967.

Précise que les travaux d'assainissement ont été inscrits au plan concerté de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie 2025-2030 afin de pouvoir bénéficier d'une subvention au titre de l'amélioration de réseaux et de la déconnexion des eaux pluviales.

Autorise le Président à rechercher des subventions auprès de l'ensemble des éventuels financeurs.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est réuni dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D20

RESSOURCES ET MOYENS

Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) - LIEVIN – Cité Vent de Bise – Travaux d'assainissement et d'eau potable Autorisation de signature du marché

La ville de Liévin s'est engagée dans un important projet de restructuration urbaine concernant la cité Vent de Bise pour lequel des financements du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU) sont prévus. La ville a mandaté un groupement de maîtrise d'œuvre pour les études de conception et le suivi des travaux pour les aménagements de l'espace public.

Dans le cadre de ses compétences et en accompagnement des travaux réalisés par la ville, la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin assurera la prise en charge des travaux relatifs à l'assainissement et l'eau potable sur le même périmètre. Les investigations menées sur les réseaux d'assainissement ont mis en évidence la présence de tuyaux anciens qu'il est nécessaire de remplacer sur l'ensemble de la cité. Le réseau d'eau potable est en fonte grise et fera l'objet d'un renouvellement dans le cadre de ces travaux. Les études et le suivi de l'ensemble de ces travaux seront assurés en maîtrise d'œuvre par la CALL.

Les travaux d'assainissement et d'eau potable au stade du dossier de consultation des entreprises sont estimés à 1 215 000,00 € HT décomposés de la manière suivante :

- Assainissement eaux usées : 960 000,00 € HT,
- Eau potable : 255 000,00 € HT.

Le marché sera lancé selon une procédure adaptée (MAPA travaux) en application de l'article R.2123-1 du code de la commande publique au travers d'un accord-cadre à bons de commande sans mini et avec un maximum de 1 600 000 € HT. La durée globale du marché est prévue pour 48 mois.

Pour information, la part de travaux à la charge de la ville a été estimé à 6 800 000,00 € HT.

A reçu un avis favorable en Commission chargée des Ressources et des Moyens du 28/11/2025

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

Autorise le Président ou l'élu délégué à signer le marché avec l'attributaire, conformément à l'avis rendu par la Commission d'appel d'offres,

Précise que les crédits de paiement pluriannuels nécessaires sont prévus au budget primitif 2025 sur l'imputation : Budget Assainissement/ Programme MGOP-NPNRU 2025/ Opération 25D16656/ Ligne de crédit 7939,

Précise que les crédits de paiement pluriannuels nécessaires sont prévus au budget primitif 2025 sur l'imputation : Budget Eau Potable/ Programme MGOP-NPNRU 2025/ Opération 25D16636/ Ligne de crédit 6016,

Précise que les travaux d'assainissement ont été inscrits au plan concerté de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie 2025-2030 afin de pouvoir bénéficier d'une subvention au titre de l'amélioration de réseaux,

Autorise le Président à rechercher des subventions auprès de l'ensemble des éventuels financeurs.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est réuni dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D21

RESSOURCES ET MOYENS

Création d'un poste non permanent à temps complet de Chargé de médiation culturelle – expositions / Maison syndicale des mineurs de Lens Contrat de projet 36 mois

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L.332-24, 332-25 et 332-26,

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour mener à bien un projet,

Il appartient donc à l'organe délibérant de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services,

Vu le tableau des effectifs,

Le projet de territoire de la Communauté d'Agglomération de Lens Liévin (CALL - 250 000 habitants) se fonde sur l'innovation et la coopération. La dynamique de transformation est aujourd'hui déjà bien engagée.

Cet emploi non permanent à temps complet est créé pour mener à bien un projet identifié et sera occupé par un agent titulaire par le biais du détachement ou contractuel par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de 36 mois.

Le contrat prendra fin :

- soit avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu,
- soit si le projet ou l'opération pour lequel il a été conclu ne peut pas se réaliser.

La programmation et les outils de médiation mis en place au titre du label Pays d'Art et d'Histoire visent à transmettre des connaissances sur le cadre de vie, le patrimoine, l'architecture, l'urbanisme, l'histoire et les paysages du territoire labellisé. La maison syndicale des mineurs de Lens est, depuis 2024, un lieu privilégié et complémentaire pour déployer cette programmation et préfigurer par là l'ouverture d'un équipement culturel permanent dédié à la présentation des transformations positives du territoire en matière de patrimoine, d'architecture et d'aménagement. Elle accueille une à deux expositions temporaires chaque année accompagnées d'une programmation riche et diversifiée.

Afin de mettre en place des actions de valorisation et d'interprétation concernant la Maison syndicale des mineurs de Lens, son histoire, son actualité, ses expositions, ainsi que des actions de médiation et de valorisation, animations et événements en territoire, à la rencontre des publics, il est proposé aujourd'hui de créer un poste de chargé de médiation culturelle qui travaillera en collaboration avec l'ensemble de la direction présente sur le site et les services concernés : Développement culturel, Sport et événementiels. Il pourra également être mobilisé dans le cadre des actions transversales développées par la direction.

Rattaché à la Direction Culture Patrimoine Tourisme et Sport, au sein de l'unité valorisation de l'architecture et du patrimoine, placé sous l'autorité du Chef de projet Pays d'art et d'histoire, le chargé de médiation culturelle – expositions assure l'accueil des publics, la conception d'outils de médiation, la mise en œuvre de la programmation et les visites au titre du label Pays d'art et d'histoire sur l'ensemble du territoire et notamment à la maison syndicale des mineurs de Lens.

Le contrat proposé est un contrat de projet identifié.

L'agent devra justifier :

- D'un diplôme supérieur dans le domaine de compétences
- De la connaissance de l'environnement territorial,
- De connaissances en histoire, géographie, histoire de l'art, archéologie, patrimoine architecture,
- De connaissance du milieu scolaire et des acteurs socio-culturels, des techniques de médiation,
- De connaissances en méthodologie de projet.

La rémunération de l'agent sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade de rédacteur territorial auquel s'ajoutera le régime indemnitaire en vigueur dans la collectivité.

Le recrutement des agents contractuels sera prononcé à l'issue d'une procédure de recrutement prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

A reçu un avis favorable en Commission chargée des Ressources et des Moyens du 28/11/2025

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

Décide de créer le poste non permanent à temps complet de chargé de médiation culturelle – expositions / Maison syndicale des mineurs de Lens dans le cadre d'un contrat de projet de 36 mois, pour la direction patrimoine et cadre de vie dans les conditions reprises ci -dessus.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est réuni dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D22

RESSOURCES ET MOYENS

Création d'un poste non permanent à temps complet de responsable pour la plateforme Proch'Emploi Lens-Liévin-Hénin-Carvin

Le projet de territoire de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin (CALL - 250 000 habitants) se fonde sur l'innovation et la coopération. La dynamique de transformation est aujourd'hui déjà bien engagée.

La Région inscrit son intervention dans le développement économique des territoires en lien avec les EPCI au travers du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation.

La direction de l'emploi du Conseil régional, positionnée au sein de l'Agence Hauts-de-France Entreprises, est garante notamment du cadre d'intervention du dispositif Proch'emploi dans les Hauts-de-France et pour ce faire, elle travaille en étroite collaboration avec les structures qui portent le dispositif localement. Proch'emploi vise à rapprocher l'offre et la demande en matière d'emploi. Il s'appuie sur le réseau HDF des plateformes Proch'emploi pour détecter et accompagner les entreprises en proximité, particulièrement les TPE/PME, dans leur besoin RH.

Les plateformes Proch'Emploi en lien avec les entreprises :

- Écoutent et analysent le besoin de l'entreprise en adoptant une posture de conseil tout en apportant des solutions,
- S'appuient sur le réseau service public de l'emploi (SPE) afin de sourcer et positionner des candidats,
- Développent et animent un réseau d'ambassadeurs Entreprise.

Aux fins de mise en oeuvre, il s'avère nécessaire de s'adjoindre une expertise permettant la déclinaison locale du dispositif Proch'emploi sur les territoires de Lens-Liévin-Hénin-Carvin pour la poursuite des objectifs suivants :

- 1er levier : Détecter des offres du marché caché et les proposer aux demandeurs d'emploi,
- 2ème levier : Animer un réseau de chefs de file métier,
- 3ème levier : Organiser des rencontres jeunes entreprises.

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L.332-24, 332-25 et 332-26,

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour mener à bien un projet,

Il appartient donc à l'organe délibérant de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Vu le tableau des effectifs,

Considérant l'inscription de l'agglomération de Lens-Liévin et de l'agglomération d'Hénin-Carvin dans le dispositif Proch'Emploi depuis 2016, sur le volet entreprise,

Considérant la demande de financement déposée par les services, auprès du Conseil Régional, sollicitant la prorogation du dispositif pour une subvention du poste à hauteur de 100 %,

Considérant les conventions à signer entre l'agglomération de Lens-Liévin avec la Région Hauts de-France et l'agglomération d'Hénin-Carvin pour entériner les partenariats.

C'est dans ce cadre qu'il est proposé la création de l'emploi non permanent à temps complet de Responsable pour la plateforme Proch'Emploi Lens-Liévin-Hénin-Carvin dans le cadre d'un contrat de projet d'une durée de 36 mois.

Cet emploi non permanent à temps complet est créé pour mener à bien un projet identifié et sera occupé par un agent titulaire par le biais du détachement ou contractuel par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de 36 mois.

Le contrat prendra fin :

- soit avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu,
- soit si le projet ou l'opération pour lequel il a été conclu ne peut pas se réaliser.

Missions principales :

- La prospection afin de développer le portefeuille clients et prospects du territoire dans le but de détecter des besoins de recrutements CDI/CDD et Alternance,
- L'accompagnement RH des entreprises en proximité (visites terrain),
- Développer et animer un réseau d'entreprises représentatif du tissu économique du territoire et qui seront vos ambassadeurs du dispositif que l'on nomme « Chef de file métier »,
- Assurer, en lien avec l'équipe de la plateforme, un positionnement sur mesure et réactif des candidats,
- Développer et entretenir la relation partenariale avec les acteurs institutionnels dont la Région et économiques du territoire,
- S'appuyer sur le réseau d'accueil, d'accompagnement et de formation qui prépare le public à la recherche d'un emploi,
- Fédérer, impliquer les membres de la coprésidence constituée d'élus, de chefs d'entreprise, de techniciens et qui a pour vocation d'être l'instance de copilotage de la plateforme.

L'agent devra justifier :

- D'un diplôme supérieur dans le domaine de compétences,
- D'un sens commercial développé, avec un fort attrait pour les ressources humaines,
- De qualités relationnelles et sens du service des entreprises,
- D'une capacité à fédérer une petite équipe.

La rémunération des agents sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade d'attaché territorial auquel s'ajoutera le régime indemnitaire en vigueur dans la collectivité.

Le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure de recrutement prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

A reçu un avis favorable en Commission chargée des Ressources et des Moyens du 28/11/2025

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

Décide de créer le poste non permanent à temps complet de responsable de la plateforme Proch'Emploi de Lens-Liévin Hénin-Carvin dans le cadre d'un contrat de projet de 36 mois, pour la Direction Développement Economique Attractivité et Emploi, dans les conditions reprises ci-dessus.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est réuni dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D23

RESSOURCES ET MOYENS

Création d'un poste non permanent à temps complet d'assistant administratif pour la plateforme Proch'Emploi Lens-Liévin-Hénin-Carvin

Le projet de territoire de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin (CALL - 250 000 habitants) se fonde sur l'innovation et la coopération. La dynamique de transformation est aujourd'hui déjà bien engagée. La Région inscrit son intervention dans le développement économique des territoires en lien avec les EPCI au travers du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation.

La direction de l'emploi du Conseil régional, positionnée au sein de l'Agence Hauts-de-France Entreprises, est garante notamment du cadre d'intervention du dispositif Proch'emploi dans les Hauts-de-France et pour ce faire, elle travaille en étroite collaboration avec les structures qui portent le dispositif localement. Proch'emploi vise à rapprocher l'offre et la demande en matière d'emploi. Il s'appuie sur le réseau HDF des plateformes Proch'emploi pour détecter et accompagner les entreprises en proximité, particulièrement les TPE/PME, dans leur besoin RH.

Les plateformes Proch'Emploi en lien avec les entreprises :

- Écoutent et analysent le besoin de l'entreprise en adoptant une posture de conseil tout en apportant des solutions,
- S'appuient sur le réseau service public de l'emploi (SPE) afin de sourcer et positionner des candidats,
- Développent et animent un réseau d'ambassadeurs Entreprise.

De manière à assurer un suivi plus efficace des dispositifs mis en œuvre, il s'avère nécessaire de renforcer administrativement l'équipe en place afin d'assurer le lien avec les entreprises en recherche de compétences, en présentant une offre de service en lien avec les acteurs locaux.

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L.332-24, 332-25 et 332-26,

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour mener à bien un projet,

Il appartient donc à l'organe délibérant de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Vu le tableau des effectifs,

Considérant l'inscription de l'agglomération de Lens-Liévin et de l'agglomération d'Hénin-Carvin dans le dispositif Proch'Emploi depuis 2016, sur le volet entreprise,

Considérant la demande de financement déposée par les services, auprès du Conseil Régional, sollicitant la prorogation du dispositif pour une subvention du poste à hauteur de 100%,

Considérant les conventions à signer entre l'agglomération de Lens-Liévin avec la Région Hauts-de-France et l'agglomération d'Hénin-Carvin pour entériner les partenariats.

C'est dans ce cadre qu'il est proposé la création de l'emploi non permanent à temps complet d'assistant administratif pour la plateforme Proch'Emploi Lens-Liévin Hénin-Carvin dans le cadre d'un contrat de projet d'une durée de 36 mois.

Cet emploi non permanent à temps complet est créé pour mener à bien un projet identifié et sera occupé par un agent titulaire par le biais du détachement ou contractuel par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de 36 mois.

Le contrat prendra fin :

- soit avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu,
- soit si le projet ou l'opération pour lequel il a été conclu ne peut pas se réaliser.

Relevant du Responsable de la Plateforme Territoriale Proch'Emploi, intégré à la direction développement économique, attractivité et emploi, l'assistant pour la Plateforme Proch'Emploi, a pour mission d'accompagner au quotidien le responsable de la plateforme dans son activité et assurer l'interface entre les différents acteurs du projet.

L'assistant administratif de la plateforme assure l'interface et travaille en partenariat entre les différents acteurs du projet : entreprises, acteurs de l'emploi et de la formation, institutionnels..., il établit des fiches de poste, il réalise du sourcing et la présélection de candidats, des conduites d'entretiens téléphoniques et physiques, il valide et met en relation avec les entreprises, il organise et assure la logistique et le suivi des événements organisés par la plateforme (rencontre Jeunes-Entreprises), il participe à la prospection des entreprises et aux actions de communication autour du dispositif Proch'Emploi (Mailing, Push CV...). Doté d'une excellente aisance relationnelle et rédactionnelle, le candidat démontrera une expérience dans le domaine de compétences, ainsi que des connaissances des techniques de recrutement et de conduite d'entretien. Il maîtrisera les logiciels informatiques.

La rémunération de l'agent sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade d'adjoint administratif territorial auquel s'ajoutera le régime indemnitaire en vigueur dans la collectivité.

Le recrutement de l'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure de recrutement prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

A reçu un avis favorable en Commission chargée des Ressources et des Moyens du 28/11/2025

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

Décide de créer le poste non permanent à temps complet d'assistant administratif pour la plateforme Proch'Emploi de Lens-Liévin Hénin-Carvin dans le cadre d'un contrat de projet de 36 mois, pour la Direction Développement Economique Attractivité et Emploi, dans les conditions reprises ci-dessus.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est rassemblé dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D24

RESSOURCES ET MOYENS

Création d'un poste non permanent à temps complet de Chargé de mission transition énergétique et écologique- pilotage devenir et mutation des friches Contrat de projet 36 mois

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L.332-24, 332-25 et 332-26,

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour mener à bien un projet,

Il appartient donc à l'organe délibérant de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services,

Vu le tableau des effectifs,

Le projet de territoire de la Communauté d'Agglomération de Lens Liévin (CALL - 250 000 habitants) se fonde sur l'innovation et la coopération. La dynamique de transformation est aujourd'hui déjà bien engagée.

Cet emploi non permanent à temps complet est créé pour mener à bien un projet identifié et sera occupé par un agent titulaire par le biais du détachement ou contractuel par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de 36 mois.

Le contrat prendra fin :

- soit avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu,
- soit si le projet ou l'opération pour lequel il a été conclu ne peut pas se réaliser.

Au sein de la direction Patrimoine et Cadre de Vie, le service exerce ses missions dans les domaines environnementaux suivants :

- Lutte contre le changement climatique, Transitions énergétique et écologique,
- Qualité des espaces publics, milieux naturels, biodiversité : amélioration de la qualité du paysage et du cadre de vie des habitants et de l'attractivité du territoire par la préservation et la restauration de la biodiversité, par l'aménagement et la gestion durable des espaces (naturels, agricoles, publics, ...),
- Gestion du patrimoine arboré,
- Prévention et gestion des risques, préservation de l'environnement, santé environnementale (lutte contre les nuisances/pollutions : air, sols, lumineuse, visuelle, sonore, inondations, îlots de chaleur, ...),
- Eco-citoyenneté/Gouvernance.

Afin de renforcer l'équipe en place, il est aujourd'hui proposé de créer l'emploi non permanent à temps complet de chargé de mission transition énergétique et écologique – pilotage, devenir et mutation des friches, dans le cadre d'un contrat de projet de 36 mois, qui, sous l'autorité du chef de service et dans le cadre de sa mission, aura en charge de piloter la démarche de Troisième Révolution Industrielle, de participer à la conception et à la mise en œuvre de la stratégie en matière de développement de la production des énergies renouvelables et de récupération ainsi que piloter des projets en matière de santé environnementale dans le cadre de la mise en œuvre de son Plan Climat Air Energie Territorial sur le territoire de la CALI. Il travaillera en étroite collaboration avec le chargé de mission en charge du PCAET et l'ingénieur énergétique.

Le contrat proposé est un contrat de projet identifié.

L'agent devra justifier :

- D'un diplôme supérieur dans le domaine de compétences,
- De la connaissance de l'environnement territorial,
- D'une expérience avérée dans le domaine de compétences,
- De la maîtrise de la gestion de projet,
- De qualités de rigueur, autonomie et réactivité.

La rémunération des agents sera calculée par référence à la grille indiciaire du grade d'ingénieur territorial auquel s'ajoutera le régime indemnitaire en vigueur dans la collectivité.

Le recrutement des agents contractuels sera prononcé à l'issue d'une procédure de recrutement prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

A reçu un avis favorable en Commission chargée des Ressources et des Moyens du 28/11/2025

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

Décide de créer le poste non permanent à temps complet de chargé de mission transition énergétique et écologique-pilotage devenir et mutation des friches, dans le cadre d'un contrat de projet de 36 mois, pour la direction patrimoine et cadre de vie dans les conditions reprises ci-dessus.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est réuni dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D25

RESSOURCES ET MOYENS

Actualisation, pour la direction de la cohésion sociale, d'un poste non permanent à temps complet de médiateur santé en milieu rural (contrat de projet)

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L332-24, 332-25 et 332-26,

Vu la délibération D28 du 6 décembre 2024, relative à la signature d'une convention Pluriannuelle avec l'Agence Régionale de Santé pour le financement de l'action de prévention « Médiateur santé en milieu rural »,

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour mener à bien un projet,

Il appartient donc à l'organe délibérant de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services,

Cet emploi non permanent à temps complet est créé pour mener à bien un projet identifié et sera occupé par un agent titulaire par le biais du détachement ou contractuel par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de 36 mois.

Vu la délibération D48 du 19 juin 2025,

Le contrat prendra fin :

- soit avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu,
- soit si le projet ou l'opération pour lequel il a été conclu ne peut pas se réaliser.

Le poste de médiateur santé en milieu rural a été créé par délibération en juin 2025. Afin d'optimiser les possibilités de recrutement, il apparaît aujourd'hui opportun de modifier la délibération initiale en élargissant les possibilités de recrutement au cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux au lieu du grade de rédacteur territorial uniquement.

CONTEXTE

Un des chantiers prioritaires est d'investir le champ de la santé avec la mise en place du Contrat Local de Santé en 2019, renouvelé en 2025, et de l'Atelier Santé Ville créé en 2020.

Afin de répondre aux attentes des communes en matière de santé et de participer à l'animation d'une dynamique autour de la participation des habitants, il est proposé de créer spécifiquement l'emploi de médiateur santé en communes petites et rurales qui contribuera sur le territoire à lutter contre les inégalités sociales de santé en favorisant l'autonomie des personnes les plus fragilisées et les plus éloignées du système de santé dans leur retour vers les dispositifs sociaux et sanitaires de droit commun, Il informera, orientera et accompagnera les personnes vers les professionnels de santé afin de faciliter l'accès aux soins et aux droits. Il assurera une fonction d'observation et de veille sur le territoire des problèmes de santé ou des dysfonctionnements repérés.

Les autres éléments de la délibération demeurent inchangés.

Les objectifs visés sont les suivants :

- la lutte contre les inégalités sociales et territoriales de santé,
- la santé des jeunes,
- la prévention des maladies et la promotion des comportements favorables à la santé.

Encadré et accompagné par le coordinateur de l'Atelier Santé Ville, le Médiateur Santé aura pour principales missions de découvrir et comprendre son territoire d'action pour accompagner et orienter les habitants dans leurs parcours de santé.

Pour rappel, l'Agence Régionale de Santé (ARS) a accéléré la mise en place d'un dispositif consistant à prendre en charge à 100% le financement de postes des médiateurs santé en milieu rural.

Il est précisé que cet emploi non permanent à temps complet est créé pour mener à bien un projet identifié et sera occupé par un agent titulaire par le biais du détachement ou contractuel par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de 36 mois.

L'agent recruté par contrat devra justifier :

- de connaissances dans le domaine de compétences et/ou expérience avérée dans le domaine de compétences,
- d'une connaissance des collectivités territoriales et de leur organisation,
- d'une bonne connaissance du territoire et des partenaires institutionnels,
- de capacités d'autonomie, de rigueur et d'organisation, de communication,
- d'une bonne maîtrise rédactionnelle.

La rémunération de l'agent sera calculée par référence à la grille indiciaire correspondant au cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux (filière administrative) et assortie au régime indemnitaire dans les conditions en vigueur au sein de la collectivité.

Monsieur le Président est chargé du recrutement de l'agent et habilité à ce titre à conclure un contrat d'engagement à l'issue d'une procédure de recrutement conclue dans les conditions définies par les dispositions des décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988 visant à garantir l'égal accès aux emplois public.

A reçu un avis favorable en Commission chargée des Ressources et des Moyens du 28/11/2025

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

Décide de modifier la la délibération D48 du 19 juin 2025 dans les conditions reprises ci-dessus.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est réuni dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D26

RESSOURCES ET MOYENS

Fonds de Concours Transition Durable et Soutien aux communes du Territoire Convention financière 2024 - Commune d'Ablain-Saint-Nazaire Rénovation de l'éclairage public

Par délibération du Conseil en date du 3 Avril 2025, la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin a instauré un dispositif cadre d'intervention par fonds de concours à destination des 36 communes membres, pour soutenir la transformation durable du territoire.

Ce fonds de concours intervient dans un esprit de solidarité communautaire et dans la perspective de mise en œuvre des projets communaux contribuant au développement durable du territoire, au renforcement de son attractivité et à la valorisation de son image, tout en intégrant la notion de service de proximité et de maillage de territoire, en particulier en milieu rural.

L'assiette de calcul du fonds de concours est définie à partir du montant restant à charge de la commune après déduction de toutes les subventions. Sur cette base, le pourcentage maximum d'intervention est de 50 %. La collectivité maître d'ouvrage doit également conserver une participation minimale de 20 % au projet d'investissement (cf. article L1111-10 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Dans ce cadre, la Commune d'Ablain-Saint-Nazaire sollicite le fonds de Concours « transition durable et soutien aux communes du territoire » au titre de la ligne « Transition énergétique » pour la somme de 31 505,00 €. Son projet consiste à rénover l'éclairage public communal par l'installation de 215 Leds.

Ce projet, tel que présenté par la commune, est éligible au dispositif du Fonds de Concours « Transition Durable et Soutien aux Communes du territoire » sur la ligne susmentionnée.

Pour cet investissement, il est donc proposé l'attribution d'une subvention à hauteur de 31 505,00€.

Vu l'article L1111-10 du CGCT,

Vu l'article L5216-5 VI du CGCT,

Vu la délibération C160323_D49 du Conseil Communautaire du 16 mars 2023,

Vu la délibération C280324_D67 du Conseil Communautaire du 28 mars 2024,

Vu la délibération C030425_D46 du Conseil Communautaire du 03 Avril 2025,

A reçu un avis favorable en Commission chargée des Ressources et des Moyens du 28/11/2025

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

Décide d'attribuer à la commune de Ablain-Saint-Nazaire, un fonds de concours transition durable d'un montant de 31 505,00 €, au titre de la dotation 2024, pour son projet de rénovation de l'éclairage public communal. Il est précisé que ce fonds de concours représente au maximum 50 % du montant hors taxes de la dépense éligible engagée, déduction faite des financements extérieurs.

Autorise le Président à signer la convention financière d'attribution de ce fonds de concours ainsi que tout document y afférent.

Précise que les crédits nécessaires sont affectés au budget primitif 2025 du budget principal, au chapitre 204, compte 2041412.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est rassemblé dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D27

RESSOURCES ET MOYENS

Fonds de Concours Transition Durable et Soutien aux communes du Territoire Convention financière 2025 - Commune de Liévin - Installation de panneaux photovoltaïques - Eglise Saint Martin

Par délibération du Conseil en date du 3 Avril 2025, la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin a instauré un dispositif cadre d'intervention par fonds de concours à destination des 36 communes membres, pour soutenir la transformation durable du territoire.

Ce fonds de concours intervient dans un esprit de solidarité communautaire et dans la perspective de mise en œuvre des projets communaux contribuant au développement durable du territoire, au renforcement de son attractivité et à la valorisation de son image, tout en intégrant la notion de service de proximité et de maillage de territoire, en particulier en milieu rural.

L'assiette de calcul du fonds de concours est définie à partir du montant restant à charge de la commune après déduction de toutes les subventions. Sur cette base, le pourcentage maximum d'intervention est de 50 %. La collectivité maître d'ouvrage doit également conserver une participation minimale de 20 % au projet d'investissement (cf. article L1111-10 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Dans ce cadre, la Commune de Liévin sollicite le fonds de Concours « transition durable et soutien aux communes du territoire » au titre de la ligne « Transition énergétique » pour la somme de 58 367,00 €. Son projet consiste en la pose de panneaux photovoltaïques sur l'église St Martin, pour en améliorer la performance énergétique.

Ce projet, tel que présenté par la commune, est éligible au dispositif du Fonds de Concours « Transition Durable et Soutien aux Communes du territoire » sur la ligne susmentionnée.

Pour cet investissement, il est donc proposé l'attribution d'une subvention à hauteur de 58 367,00 €.

Vu l'article L1111-10 du CGCT,

Vu l'article L5216-5 VI du CGCT,

Vu la Délibération CC030425_D46 du Conseil Communautaire du 3 Avril 2025,

Considérant la complétude du dossier de la Commune de Liévin et son instruction par les services de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin,

Considérant l'éligibilité du projet porté par la commune de Liévin au fonds de concours « transition durable et soutien aux communes du territoire » de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, au titre de la dotation 2025,

Vu la délibération C160323_D49 du Conseil Communautaire du 16 mars 2023,

Vu la délibération C280324_D67 du Conseil Communautaire du 28 mars 2024,

Vu la délibération C030425_D46 du Conseil Communautaire du 03 Avril 2025,

A reçu un avis favorable en Commission chargée des Ressources et des Moyens du 28/11/2025

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

Décide d'attribuer à la commune de Liévin, un fonds de concours transition durable d'un montant de 58 367,00 €, au titre de la dotation 2025, pour son projet d'installation de panneaux photovoltaïques sur l'église St Martin, étant précisé que ce fonds de concours représente au maximum 50 % du montant hors taxes de la dépense éligible engagée, déduction faite des financements extérieurs.

Autorise le Président à signer la convention financière d'attribution de ce fonds de concours ainsi que tout document y afférent.

Précise que les crédits nécessaires sont affectés au budget primitif 2025 du budget principal, au chapitre 204 compte 204 1412.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est réuni dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D28

RESSOURCES ET MOYENS

Admission en non-valeur - Budget Principal 2025

Le comptable public, responsable du Service de Gestion Comptable (SGC) de Lens a sollicité, pour l'exercice 2025, de nouvelles listes d'admission en non-valeurs de créances irrécouvrables d'un montant de 13 116,53 € correspondant à des titres de recettes émis entre 2015 et 2024 sur le budget principal de la CALL, étant rappelé que cela n'implique pas l'abandon total de ces créances et que, si des possibilités de recouvrement existaient par la suite, il lui appartiendrait de faire toute diligence pour obtenir leur paiement.

Les listes adressées par le SGC présentent une synthèse des titres et exercices concernés et des motifs de présentations de la demande,

Le comptable public a, par ailleurs, communiqué une liste de « créances éteintes » pour l'année 2025. Il s'agit de recettes locales ayant fait l'objet d'un titre de recettes émis entre 2020 et 2024 dont il n'a pu effectuer le recouvrement en raison de l'insolvabilité des débiteurs.

En effet, les jugements intervenus à l'issue des procédures de surendettement ou de rétablissement personnel (pour les particuliers) ont pour effet « d'éteindre » juridiquement les créances concernées. Ils s'opposent à toute action en recouvrement par le comptable public. Elles constituent donc une charge budgétaire définitive et doivent être constatées par l'Assemblée délibérante.

Celles-ci s'élèvent à 3 696,39 € pour le budget principal. Le détail est annexé à la présente délibération.

Il est donc demandé au Bureau Communautaire :

- D'approuver les admissions en non-valeurs de créances irrécouvrables d'un montant total de 13 116,53 € pour l'exercice 2025 présentées par le SGC, étant précisé que les crédits sont inscrits au chapitre 65/article 6541 « créances admises en non-valeurs » du budget principal.

- De prendre acte des créances éteintes d'un montant total de 3 696,39 € pour l'exercice 2025, étant précisé que les crédits sont inscrits au chapitre 65/article 6542 « créances éteintes » du budget principal.

A reçu un avis favorable en Commission chargée des Ressources et des Moyens du 28/11/2025

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

Décide d'admettre en non-valeurs les créances irrécouvrables relatives à des titres de recettes émis entre 2015 et 2024 recensés en annexe, pour un montant total de 13 116,53 €.

Décide d'admettre en créances éteintes les titres émis entre 2020 et 2024 recensés en annexe, pour un montant total de 3 696,39 €.

Autorise le Président ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

Précise que les crédits sont inscrits au budget Principal sur les imputations 6541 et 6542 (chapitre 65).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
SÉANCE DU JEUDI 11 DÉCEMBRE 2025

L'an deux mille vingt cinq, le onze décembre à 17 H 30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN s'est réuni dans les locaux de la Communauté sur convocations en date des 17 novembre et 5 décembre 2025 adressées à chacun de ses membres.

A l'ouverture de la séance, sous la présidence de Monsieur Sylvain ROBERT, Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, **24 délégués étaient présents et 6 représentés sur 36 délégués en exercice.**

Présent(s) : 24

Monsieur Jean-Marie ALEXANDRE, Monsieur Frédéric ALLOÏ, Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Martine CHWICKO, Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Alain DUBREUCQ, Monsieur Philippe DUQUESNOY, Monsieur Nicolas FRANCKE, Monsieur Ludovic GAMBIEZ, Monsieur Nicolas GODART, Madame Donata HOCHART, Monsieur Daniel KRUSZKA, Monsieur André KUCHCINSKI, Monsieur François LEMAIRE, Madame Agnès LEVANT, Monsieur Geoffrey MATHON, Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Laurent POISSANT, Monsieur Sylvain ROBERT, Monsieur Alain ROGER, Monsieur Pierre SENECHAL, Monsieur Yves TERLAT, Monsieur Bruno TRONI, Monsieur Philippe VANTORRE

Procuration(s) : 6

Madame Christelle BUISSETTE à Monsieur Christian PEDOWSKI, Monsieur Justin CLAIRET à Monsieur Nicolas GODART, Madame Nadine DUCLOY à Madame Bernadette DOUTREMEPUICH, Monsieur Philippe LA GRANGE à Madame Agnès LEVANT, Monsieur Alain LHERBIER à Monsieur Alain BAVAY, Monsieur Nesrédine RAMDANI à Monsieur Pierre SENECHAL

Absent(s) excusé(s) : 6

Monsieur Bernard BAUDE, Madame Anouk BRETON, Monsieur Laurent DUPORGE, Monsieur Jean LETOQUART, Monsieur Sébastien MESSANT, Monsieur Maurice VISEUX



B111225_D29

RESSOURCES ET MOYENS

Admission en non-valeur - Budget Annexe Action Économique 2025

Le comptable public, responsable du Service de Gestion Comptable (SGC) de Lens a sollicité, pour l'exercice 2025, l'admission en non-valeurs de créances irrécouvrables d'un montant de 4 907,94 € correspondant à des titres de recettes émis entre 2006 et 2024 sur le budget annexe Action Économique de la CALL, étant rappelé que cela n'implique pas l'abandon total de ces créances et que, si des possibilités de recouvrement existaient par la suite, il lui appartiendrait de faire toute diligence pour obtenir leur paiement.

Les listes adressées par le SGC présentent une synthèse des titres et exercices concernés et des motifs de présentations de la demande,

Il est donc demandé au Bureau Communautaire d'approuver les admissions en non-valeurs de créances irrécouvrables d'un montant total de 4 907,94 € pour l'exercice 2025 présentées par le SGC, étant précisé que les crédits sont inscrits au chapitre 65/article 6541 « créances admises en non-valeurs » du budget annexe Action Économique.

A reçu un avis favorable en Commission chargée des Ressources et des Moyens du 28/11/2025

Le Bureau, après avoir délibéré, à l'unanimité

Décide d'admettre en non-valeurs les créances irrécouvrables relatives à des titres de recettes émis entre 2006 et 2024 recensés en annexe, pour un montant total de 4 907,94 €.

Autorise le Président ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

Précise que les crédits sont inscrits au budget Annexe Action Économique sur l'imputation 6541 (chapitre 65).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État dans le Département et de sa publication ou de son affichage. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait en séance les jour, mois et an que dessus,

Le Président,

Sylvain ROBERT.